

Des signes de paix dans un pays longtemps tourmenté

Après des décennies de despotisme, de corruption et de conflits, la République démocratique du Congo (RDC) s'achemine lentement vers un climat de paix et de stabilité. Le Canada joue un rôle de premier plan parmi les pays œuvrant à faciliter ce cheminement.

La République démocratique du Congo (RDC) est avantagée par sa géologie, qui en a fait le pays africain le plus riche en ressources naturelles, mais son histoire est marquée d'une succession d'épreuves pénibles. La période coloniale s'est écoulée sous le signe de la brutalité, l'accession au pouvoir de Mobutu Sese Seko au milieu des années 1960 a signalé le début de trois décennies de pouvoir autoritaire et de corruption, et le conflit suivant son départ en 1997 est devenu le plus violent depuis la Seconde Guerre mondiale, entraînant plus de 5 millions de décès, la plupart attribuables à la maladie et à la malnutrition.

Les problèmes persistent. Bien que le conflit se soit terminé en 2003, la violence demeure très présente dans les régions orientales, où des groupes armés rejettent l'autorité du gouvernement central, alors que se maintient la violence sexuelle contre les femmes et que l'exploitation des minéraux finance la poursuite de l'insurrection.

Le chemin vers la paix et la stabilité est parsemé d'embûches, mais l'objectif ne fait pas de doute. « La première nécessité est de renforcer la capacité de l'État d'appliquer la primauté du droit dans l'ensemble de la RDC », explique Kadia Gassama, analyste de programme pour la RDC au sein du Groupe de travail pour la stabilisation et la reconstruction (GTSR) du Ministère.



Kadia Gassama du MAECI interview un groupe de femmes dans la région orientale de la République démocratique du Congo.
photo : MAECI

Pour y arriver, il faut renforcer le système judiciaire, régler les différends qui ont persisté après les conflits, en particulier le retour au foyer des personnes déplacées, et mettre fin à l'exploitation des richesses minérales pour appuyer des activités d'insurrection. Le MAECI apporte son aide dans ces trois domaines. Depuis 2009, le GTSR a fourni un financement annuel de plus de 4 millions de dollars pour contribuer à améliorer la vie en RDC.

Les initiatives du GTSR comprennent le financement de cellules d'appui aux poursuites. Ces cellules encadrent le travail de la police militaire et des procureurs congolais pour que celui-ci soit de calibre international. Avec son financement de 2,9 millions de dollars, le Canada est l'un des principaux donateurs. Cette amélioration du système de justice militaire est importante, car bon nombre des violations aux droits de la personne sont attribuables à des éléments indisciplinés des forces militaires. Ce genre d'aide sied bien au Canada, car, comme la RDC, il a le français comme langue officielle et il est perçu comme un intermédiaire impartial, en particulier par son absence de passé colonial.

Le retour de millions de personnes déplacées par la guerre est source de nombreux conflits avec les gens qui ont depuis occupé leurs terres et leurs maisons. L'une des principales initiatives du GTSR consiste à financer des activités locales de médiation pour régler bon nombre de ces différends.

Les insurgés financent leurs activités par la vente de minéraux précieux, notamment l'or, l'étain, le tantale et le tungstène. Pour endiguer ces flux, le GTSR a appuyé les activités de centres commerciaux où, dans un rayon de 25 km, les mineurs peuvent vendre leur minerai sans craindre d'être pris à partie par des groupes armés. Comme l'explique Mora Johnson, conseillère principale à la Direction des politiques des droits de la personne et de la gouvernance, « lorsque des groupes armés tirent des revenus illicites de l'exploitation des minéraux, les conflits armés se prolongent, et ces groupes ont plus intérêt à saboter tous les efforts de paix ».

Pour nuire encore plus aux insurgés, il faut bloquer le flux de minéraux illicites dans tous les maillons de la chaîne d'approvisionnement. Il faut également des protocoles de certification de l'origine de minéraux « propres » jusqu'à leur arrivée aux entreprises occidentales qui les utilisent — et le MAECI a appuyé les efforts des gouvernements régionaux et de l'Organisation de coopération et de développement économiques pour l'élaboration de tels protocoles.

À quel moment cet énorme pays, d'une superficie comparable à celle de l'Europe occidentale, connaîtra-t-il enfin la paix et la stabilité? Pierre Lantoin, chargé de dossier pour la région des Grands Lacs d'Afrique, n'est pas en mesure de le prédire. « La situation s'est toutefois améliorée au cours des 10 dernières années — et nous sommes fiers de participer à cet important processus. »